

«Sans l'accord de la Wallonie, pas de traité transatlantique»

LE RÉSUMÉ

Paul Magnette a expliqué vendredi à la commissaire européenne Cecilia Malmström ses exigences pour que la **Wallonie ratifie le traité transatlantique avec les États-Unis.**

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

La Wallonie, terre d'irréductibles Gaulois... «*Mais la Wallonie n'est pas la seule à s'opposer au TTIP. Nous ne sommes pas isolés. La résistance s'organise dans des pays comme l'Allemagne, l'Autriche ou la France*», tient à préciser Paul Magnette.

Le ministre-président de la Région wallonne a rencontré vendredi matin la Commissaire européenne Cecilia Malmström, en charge du commerce. Elle gère notamment les négociations du traité transatlantique (TTIP) qui doit redéfinir les rapports commerciaux entre l'Union européenne et les États-Unis.

Dans le bureau de la libérale suédoise au Berlaymont, le socialiste wallon a rappelé la position de la Wallonie par rapport aux négociations sur le traité transatlantique. «*J'ai*

été très clair ! La Wallonie ne votera pas le TTIP si nos balises ne sont pas rencontrées. Le Parlement wallon a déjà pris une résolution dans ce sens. Il y a beaucoup de résistance et pas seulement en Wallonie. La petite Wallonie ne doit pas avoir peur d'éveiller les consciences.»

La Wallonie a plusieurs exigences: protection accrue des services publics, normes sociales et environnementales strictes... La Région est également contre une privatisation de la gestion de l'eau et des déchets. Paul Magnette a également fait remarquer à la commissaire qu'il était hors de question de rédiger dans ce traité une liste de choses qu'on ne peut pas libéraliser. «*Cela ouvrirait la porte à un vaste mouvement de libéralisation*». Il rejette aussi l'idée de l'arbitrage privé pour résoudre les conflits entre le secteur privé et les autorités publiques. Mais il admet que la libéralisation du commerce entre l'Europe et les États-Unis aidera les entreprises wallonnes à exporter outre-Atlantique. «*Des secteurs comme les entreprises de biotechnologie sont handicapées par les droits de douane*».

Le verrou wallon

Paul Magnette sait forcément que la

Wallonie à elle seule peut tenir la Commission européenne en otage. Et il n'a pas manqué de le rappeler à Cecilia Malmström. «*Ce traité sera soumis à chaque État membre. En Belgique, les parlements régionaux auront leur mot à dire. Il faudra notre accord. Sans l'accord de la Wallonie, pas de traité. La Commission européenne sait maintenant à quelles conditions elle peut avoir notre ratification*».

Le dialogue n'est pas pour autant rompu. «*La commissaire Malmström va venir à Namur s'exprimer devant les parlementaires*».

Dans cette partie de bras de fer, le Premier wallon n'y voit pas une position idéologique de son parti. Même s'il reconnaît que la résistance s'organise principalement autour des partis progressistes comme le PS ou le cdH, il évoque une mobilisation de la société civile. «*L'ensemble des francophones sont vigilants. À côté des politiques, des organisations comme Test-Achats, le syndicat libéral ou la Mutualité chrétienne se lèvent contre le TTIP. Ils ne sont pourtant pas de gauche. C'est un front plus large que la simple mobilisation de la gauche. Nous devons faire pression contre la Commission européenne*».